URGENCE AU SOUDAN

PLAN DE REPONSE

RÉGIONAL POUR LES RÉFUGIÉS

Janvier-Décembre 2025

Vue d'ensemble

Plan de réponse régionale

Janvier-Décembre 2025

3.9 M
Réfugiés[1]

33.2 K
Returnées[2]

4 K
Ressortissants de pays tiers[3]

883.2 K
Communauté d'accueil

Montant total de la planification **4.8 M**
(réfugiés, retournés, ressortissants de pays tiers et pays d'accueil)

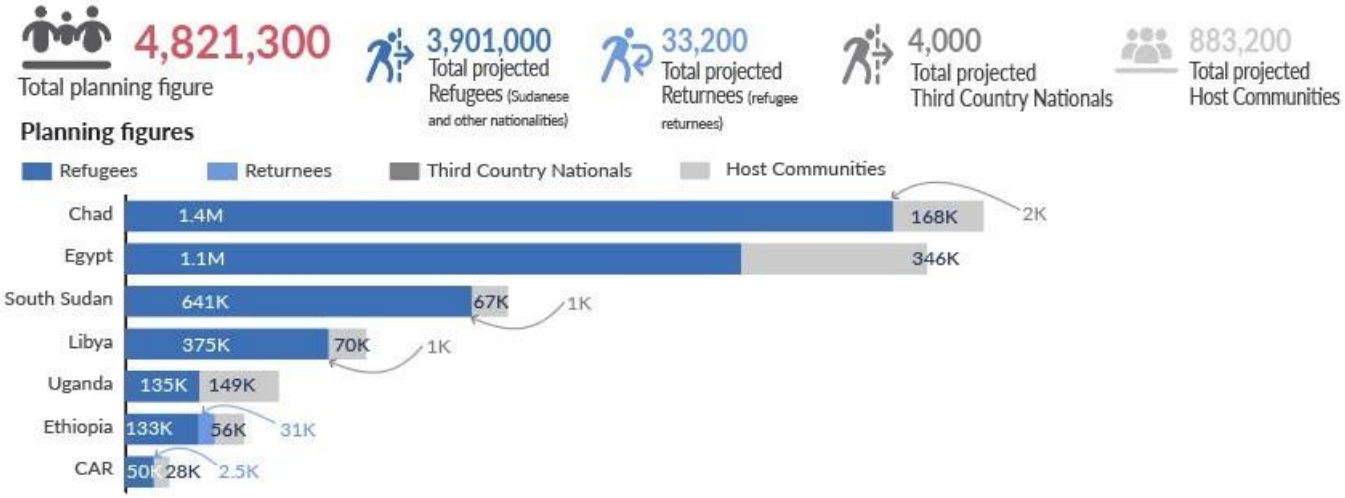
USD
1.8 milliards
Total des besoins financiers

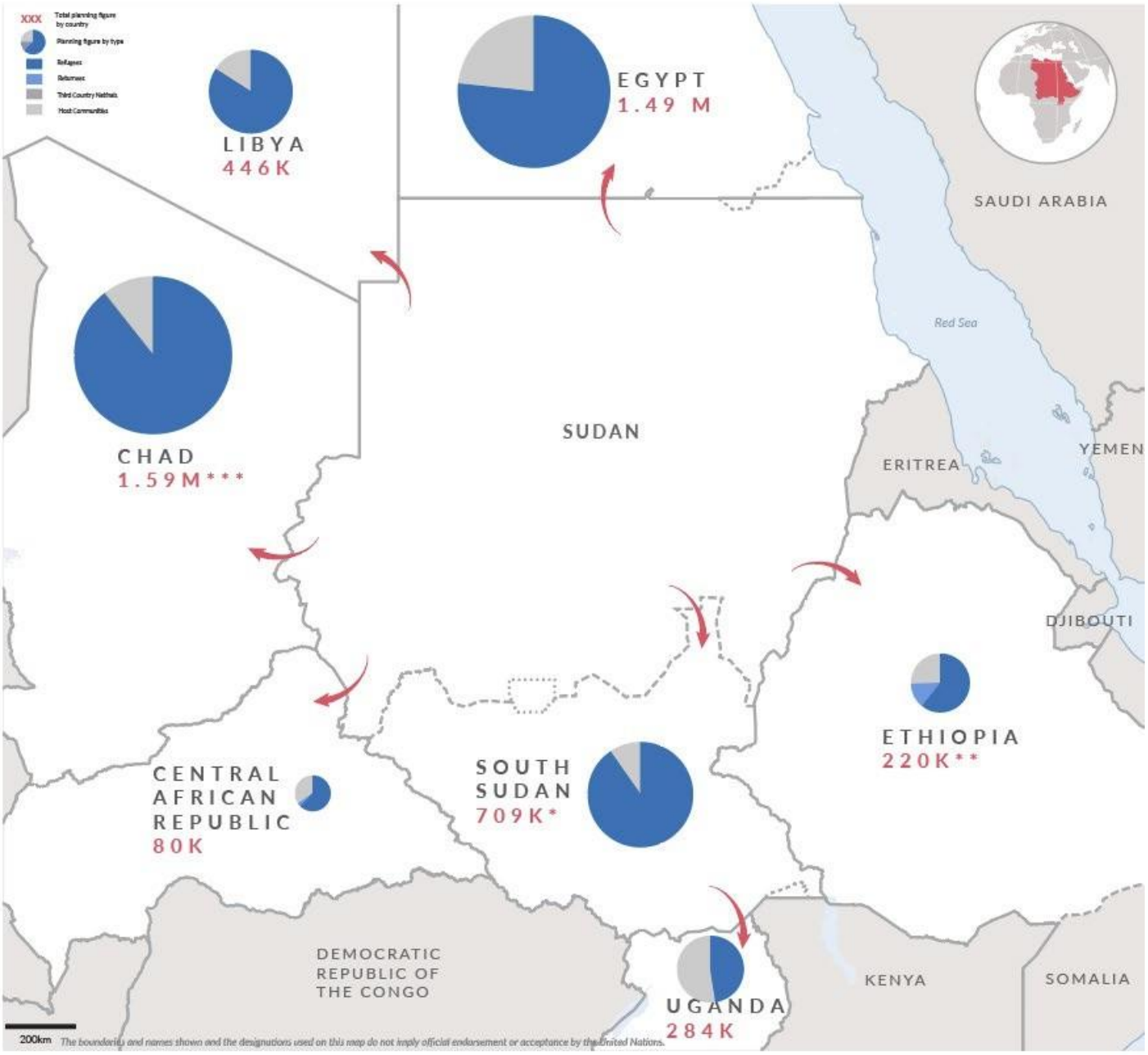
111
Partenaires du RRP

[1] *Ce chiffre comprend les réfugiés soudanais et les réfugiés d'autres nationalités qui ont fui le Soudan qui étaient accueillis par le Soudan. Il comprend également quelque 800 000 réfugiés soudanais qui étaient accueillis en République centrafricaine, au Tchad, en Libye, en Égypte, en Éthiopie, au Soudan du Sud et en Ouganda avant le 15 avril 2023.*

[2] *Ce chiffre ne comprend que les réfugiés rapatriés en Éthiopie et en RCA (les rapatriés au Soudan du Sud et au Tchad sont inclus dans les PRH des pays). 301 700 rapatriés au Tchad (2024 et 2025) ne sont pas inclus dans ce PRR et font partie du PRH du Tchad. 461 000 rapatriés au Soudan du Sud (2024 et 2025) ne sont pas inclus dans ce PRR et font partie du PRH du Soudan du Sud. Il est prévu d'arriver en Éthiopie 20 000 migrants éthiopiens de retour et 1 000 ressortissants de pays tiers qui ne sont pas non plus inclus dans ce PRR. Ils sont reflétés dans l'aperçu de la réponse de l'OIM à la crise au Soudan et aux pays voisins.*

[3] *Arrivée prévue des ressortissants de pays tiers en 2025.*





* 461 000 retournés réfugiés au Soudan du Sud (2024 et 2025) ne sont pas inclus dans le RRP du Soudan et font partie du HRP du Soudan du Sud.
** 20 000 migrants de retour et 1 000 ressortissants de pays tiers qui devraient arriver en Éthiopie ne sont pas non plus inclus dans le RRP pour le Soudan ; ils sont inclus dans l'aperçu de la réponse de l'OIM à la crise soudanaise et aux pays voisins.
301 700 retournés réfugiés au Tchad (2024 et 2025) ne sont pas inclus dans le RRP du Soudan et font partie du HRP du Tchad.

Aperçu régional

Considéré comme la crise de déplacement la plus importante et la plus dynamique au monde, le conflit qui a débuté à la mi-avril 2023 au Soudan entre les Forces armées soudanaises (SAF) et les Forces de soutien rapide (RSF) a déplacé de force plus de 12,3 millions de personnes en décembre 2023, soit plus que la population totale de la Suisse, de New York ou de Londres. Plus de 3 millions de personnes ont fui vers la République centrafricaine, le Tchad, l'Égypte, l'Éthiopie, la Libye, le Soudan du Sud et l'Ouganda, parmi lesquelles des réfugiés, des demandeurs d'asile et des rapatriés.8.4 millions[4] de Soudanais supplémentaires ont été déplacés à l'intérieur du pays. Un Soudanais sur quatre est aujourd'hui déplacé de force. Le Soudan accueille aujourd'hui un réfugié sur seize dans le monde.

Il s'agit d'un conflit explosif en constante évolution, marqué par des déplacements constants. Parmi les points chauds de l'année 2024, citons Al Fasher, dans l'État du Darfour-Nord, en mai, où jusqu'à 143 000 personnes ont été déplacées de force ; en juillet, plus de 151 750 personnes ont été chassées de leurs foyers[5], et environ 340 000 civils ont été déplacés de certaines parties de l'État d'Aj Jazirah à la suite d'une vague de violences armées et d'attaques dans la région en octobre[6].

Début décembre, le Soudan du Sud a connu une augmentation du nombre de personnes ayant besoin de protection et d'assistance, et des dizaines de milliers de personnes ont fui de nouvelles violences dans les zones frontalières des États soudanais du Nil Blanc, de Sennar et du Nil Bleu[7]. Fin décembre, environ 100 000 personnes étaient arrivées dans le comté de Renk. Alors que les combats se poursuivent, les réfugiés arrivent de plus en plus loin et deux nouveaux pays, la Libye et l'Ouganda, ont rejoint le plan régional d'aide aux réfugiés en juillet 2024.

L'état d'urgence au Soudan est la pire crise en matière de protection des droits humains de ces dernières années. Les violations généralisées et graves de ces droits, notamment les abus et l'exploitation des enfants ainsi que les violences sexuelles liées aux conflits, constituent un problème particulièrement dévastateur et omniprésent. Les femmes, les enfants et les groupes vulnérables continuent de porter le poids de cette violence, utilisée comme une arme de guerre et de terreur, et qui inflige des dommages physiques, psychologiques et sociaux à long terme aux survivants[8]

Au Soudan, des rapports indiquent que la violence sexuelle, y compris le viol, l'esclavage sexuel, le mariage forcé et l'exploitation, continue d'être utilisée systématiquement par les groupes armés et les factions impliquées dans le conflit, non seulement contre des individus, mais aussi pour déstabiliser les communautés, briser le tissu social et déplacer des populations, aggravant ainsi la situation actuelle.

Au cours du premier semestre 2024, le blocus et l'intensification des combats à Al Fasher, dans l'État du Darfour-Nord, ont retardé ou empêché la livraison de fournitures commerciales et humanitaires dans les zones les plus touchées par les besoins critiques. En août[9], le Soudan était confronté à ses pires niveaux d'insécurité alimentaire de son histoire, 26 millions de personnes souffrant de faim aiguë. La famine a été confirmée le 9 août et la situation était particulièrement critique pour les personnes prises au piège dans les zones touchées par le conflit, en particulier à Aj Jazirah, au Darfour, à Khartoum et au Kordofan, ce qui a aggravé une situation humanitaire déjà désastreuse causée par les conflits, les graves violations des droits humains et les destructions. Le Soudan est également en proie à la pire crise alimentaire mondiale. Près de 5 millions d'enfants et de femmes enceintes ou allaitantes souffrent de malnutrition aiguë. Parallèlement, le pays est confronté à des maladies et à des inondations qui exacerbent les souffrances de la population.

Les données[10] recueillies en octobre par Médecins Sans Frontières (MSF) confirment que les taux de malnutrition aiguë restent supérieurs au seuil de la phase de classification intégrée de la sécurité alimentaire (phase 5 de l'IPC) dans le camp de personnes déplacées internes (PDI) de Zamzam. Ce qui est tout aussi inquiétant, ce sont les informations selon lesquelles, à partir du 10 octobre, MSF a été contrainte d'interrompre le traitement ambulatoire de 5 000 enfants souffrant de malnutrition aiguë dans le camp de Zamzam, car les livraisons de nourriture, de médicaments et d'autres fournitures essentielles ont été bloquées pendant des mois.

L'accès humanitaire a été un défi majeur et les zones considérées comme « sûres » changent souvent à mesure que le conflit s'étend. Malgré cela, les partenaires humanitaires ont pu intensifier la réponse dans tout le pays et apporter une assistance[11] à 12,6 millions de personnes.

4 https://data.unhcr.org/en/situations/sudansituation

5 External Update 76 https://data.unhcr.org/en/documents/details/110914

6 https://reliefweb.int/report/sudan/sudan-humanitarian-impact-armed-violence-aj-jazirah-flash-update-no-04-11-november-2024

7 https://www.unhcr.org/news/briefing-notes/unhcr-raises-alarm-surge-new-arrivals-south-sudan

8 https://reports.unocha.org/en/country/sudan/card/7HJ4oOKcZh/

9 https://reliefweb.int/report/sudan/sudan-adre-border-crossing-situation-update-flash-update-no-02-31-august-2024

10 https://reliefweb.int/report/sudan/sudan-humanitarian-update-1-november-2024-enar

11 https://reliefweb.int/report/sudan/sudan-humanitarian-update-1-november-2024-enar

Cependant, alors que les conflits, la détérioration de l'environnement de protection et le manque d'aide humanitaire en raison des contraintes d'accès seront les principaux déclencheurs de déplacements, la grave situation de famine au Soudan est désormais considérée comme un facteur supplémentaire de déplacement. Le territoire du Soudan étant divisé en zones contrôlées par les Forces armées soudanaises, les RSF et d'autres acteurs armés non étatiques, l'accès humanitaire continue de poser un défi opérationnel et de protection.

Les sept pays accueillant des réfugiés dans le cadre du Plan régional d'intervention pour les réfugiés au Soudan (RRP) sont confrontés à des défis spécifiques et leurs contextes diffèrent considérablement les uns des autres. Dans l'ensemble, l'accès limité à la nourriture, la rareté des ressources naturelles, l'accès insuffisant aux services essentiels et aux moyens de subsistance, ainsi que l'inflation, ont contribué aux risques de protection. De plus en plus de familles réfugiées dans les pays d'asile ont recours à des stratégies d'adaptation néfastes pour répondre à leurs besoins fondamentaux.

Il s'agit notamment de la vente de biens du ménage, de la réduction de la quantité et de la valeur nutritionnelle des repas, de la mendicité d'enfants et d'autres personnes en situation de mariage forcé ou précoce, de l'endettement auprès de commerçants et de l'abandon de l'école pour travailler comme enfant travailleur. Les incidents de déni des ressources, de violence conjugale et d'exploitation sexuelle au sein de la communauté restent fréquents dans tous les pays touchés par les crises.

Beaucoup de ces pays sont parmi les plus vulnérables au climat et les moins équipés pour s'adapter. Ils sont confrontés à de graves impacts tels que les sécheresses récurrentes en Éthiopie et au Tchad, et les inondations dévastatrices au Soudan du Sud. Ces événements exacerbent la rareté des ressources, pourraient exacerber les tensions entre les réfugiés et la population d'accueil, et entraîner de nouveaux déplacements secondaires. Les inondations récurrentes et qui s'aggravent rendent les routes impraticables, limitant ainsi l'accès aux services essentiels.

En outre, les épidémies sont endémiques dans les zones d'accueil des réfugiés et des rapatriés, notamment le choléra et la rougeole. La présence de groupes armés dans certaines zones d'accueil de réfugiés pose également des problèmes de sécurité.

La **République centrafricaine** a l'un des taux de pauvreté les plus élevés au monde, avec 68 %, et est confrontée à d'importants défis en matière de développement, ainsi qu'à la dynamique des conflits et des déplacements de population. En décembre 2024, on dénombrait plus de 36 000 réfugiés et rapatriés dans la préfecture de la Vakaga. Les zones frontalières de ce pays sont également confrontées à d'importantes difficultés en matière d'insécurité et de logistique.

Au Tchad, plus de 200 000 réfugiés se trouvent toujours dans des camps spontanés autour d'Adré et d'autres zones frontalières, attendant d'être transportés vers des sites d'installation où ils pourront bénéficier de services de meilleure qualité. Avec plus d'un million de réfugiés enregistrés, le Tchad se classe au septième rang mondial pour l'accueil de réfugiés. Avant le conflit, on dénombrait 400 000 réfugiés dans l'est du Tchad ; en décembre 2024, ce chiffre avait grimpé à plus de 723 000, avec l'arrivée de nouveaux réfugiés. Ces déplacements posent des défis complexes en matière d'aide humanitaire, de développement et de paix, et nécessitent des interventions dans ces domaines, la création de nouveaux sites de réfugiés faisant partie des priorités.

Le **Soudan du Sud** est l'un des pays les plus pauvres du monde, accueillant près de 934 000 réfugiés et rapatriés en décembre 2023. Le conflit au Soudan a eu un impact catastrophique, perturbant le commerce et entraînant une hausse des prix des denrées alimentaires et des carburants. Cette flambée des prix exacerbe les risques de protection et les vulnérabilités des femmes et des enfants, et met encore plus à rude épreuve l'accès aux biens et services essentiels. Il a également aggravé l'insécurité alimentaire, les mécanismes d'adaptation néfastes pour les enfants et les femmes, ainsi que les besoins humanitaires des communautés de réfugiés et d'accueil. Le changement climatique constitue une menace supplémentaire pour le Soudan du Sud, où les inondations sont un phénomène régulier. En 2024, une épidémie de choléra s'est propagée au Soudan du Sud, où elle a été aggravée par les effets des inondations, de la surpopulation et du sous-financement dans les zones d'accueil et de transit.

Bien qu'ils se situent dans la catégorie de développement la plus basse[12], classant le Soudan du Sud, la République centrafricaine et le Tchad parmi les 10 pays les moins développés au monde, tous trois ont continué à garder leurs frontières ouvertes et à accueillir des réfugiés et des rapatriés fuyant les conflits au Soudan.

En Éthiopie, près de 68 000 réfugiés et rapatriés sont arrivés dans les régions d'Amhara et de Benishangul-Gumuz en décembre 2023. Conformément aux engagements pris lors du Forum mondial sur les réfugiés de 2023 et à l'approche makatet (« être inclus ») qui consiste à intégrer les réfugiés aux programmes et systèmes nationaux existants ainsi qu'aux établissements humains, les autorités régionales Benishangul-Gumuz et Amhara, le Service gouvernemental des réfugiés et des rapatriés (RRS) et les partenaires du RRP développent des installations intégrées, Ura et Aftit, dans les deux régions pour les réfugiés nouvellement arrivés. Ces installations leur permettront d'avoir accès à des documents et à des services nationaux, aux côtés des communautés d'accueil. L'insécurité localisée dans la région d'Amhara en 2024 a entraîné la fermeture de deux camps de réfugiés, le déplacement de réfugiés vers un nouveau site (Aftit) et des restrictions de mouvement pour les travailleurs humanitaires.

[12] https://worldpopulationreview.com/country-rankings/hdi-by-country

Alors que l'**Ouganda** a dû faire face à des urgences sanitaires simultanées, notamment le choléra parmi les nouveaux arrivants et une épidémie de variole simienne à l'échelle nationale en 2024, sa politique généreuse à l'égard des réfugiés, étayée par la loi sur les réfugiés de 2006 et le règlement d'application de 2010, garantit aux réfugiés des droits essentiels, notamment la liberté de mouvement, l'emploi et l'accès aux services nationaux. C'est le sixième plus grand pays d'accueil de réfugiés à l'échelle mondiale. Cette approche progressiste, associée à l'inclusion des réfugiés dans le Plan national de développement III de l'Ouganda et à la délivrance de documents de voyage conformes aux normes de l'OACI, permet aux réfugiés ougandais et aux investisseurs de bénéficier d'opportunités dans le pays et dans les pays tiers. Les partenaires du RRP et d'autres parties prenantes répondent aux besoins des réfugiés – près de 62 000 venant du Soudan en décembre – et des communautés d'accueil, y compris dans et autour du camp de réfugiés de Kiryandongo ainsi que dans la ville de Kampala.

La **Libye** et l'**Égypte**, également touchées par la crise soudanaise, sont toutes deux classées comme « pays à revenu intermédiaire » par la Banque mondiale. En Libye, environ 39 % des 210 000 nouveaux arrivants en décembre 2024 étaient des femmes et des enfants. Le nombre croissant d'arrivées en Libye, avec de nombreux réfugiés vivant dans des campements informels et des abris de fortune, qui ne répondent pas aux normes de sécurité et d'hygiène de base, reste un défi. L'accès aux zones frontalières s'est amélioré, mais il reste difficile. On estime à 803 000 le nombre de personnes, dont des Libyens déplacés, des demandeurs d'asile, des réfugiés et des migrants, qui ont besoin d'une aide humanitaire. De nombreux réfugiés qui ne sont toujours pas enregistrés sont confrontés à de graves risques, notamment l'exploitation et la méconnaissance de leurs droits fondamentaux.

L'**Égypte** a une longue tradition d'accueil des réfugiés et des demandeurs d'asile. Selon les données du HCR, l'Égypte a enregistré le deuxième plus grand nombre de nouvelles demandes d'asile au monde au cours du premier semestre 2024. En décembre 2024, le gouvernement égyptien estimait à 1,2 million le nombre de nouvelles arrivées en Égypte depuis le début du conflit au Soudan. L'un des principaux défis est le temps nécessaire aux Soudanais pour obtenir des documents de résidence valides délivrés par le gouvernement – en moyenne 800 jours – ce qui a un impact sur leur capacité à accéder aux services de protection et à l'assistance de base.

En **Libye**, environ 39 % des 210 000 nouveaux arrivants en décembre 2024 étaient des femmes et des enfants. Le nombre croissant d'arrivées en Libye, avec de nombreux réfugiés vivant dans des campements informels et des abris de fortune qui ne répondent pas aux normes de sécurité et d'hygiène de base, représente toujours un défi. L'accès aux zones frontalières s'est amélioré, mais il reste difficile. On estime à 803 000[13] le nombre de personnes, parmi lesquelles des Libyens déplacés, des demandeurs d'asile, des réfugiés et des migrants, qui ont besoin d'une aide humanitaire. De nombreux réfugiés qui ne sont toujours pas enregistrés sont confrontés à de graves risques, notamment l'exploitation et la méconnaissance de leurs droits fondamentaux.

L'**Égypte** a une longue tradition d'accueil des réfugiés et des demandeurs d'asile. Selon les données du HCR, l'Égypte a enregistré le deuxième plus grand nombre de nouvelles demandes d'asile au monde au cours du premier semestre 2024. En décembre 2024 , le gouvernement égyptien a déclaré qu'il y avait eu 1,2 million de nouvelles arrivées en Égypte depuis le début du conflit au Soudan. L'un des principaux défis auxquels ils sont confrontés est le temps nécessaire pour obtenir des documents de résidence valides délivrés par le gouvernement – en moyenne 800 jours – ce qui a un impact sur leur capacité à accéder aux services de protection et à l'assistance de base.

Le RRP 2025 pour l'urgence soudanaise couvre une période de 12 mois, de janvier à décembre, et s'appuie sur la réponse au titre du RRP 2024. Le plan servira à 5 millions de réfugiés, de rapatriés, de ressortissants de pays tiers et de communautés d'accueil (contre 3,3 millions prévus en 2024). Plus précisément, il comprend les groupes de population suivants :

- Environ 800 000 réfugiés soudanais présents dans les pays d'accueil avant avril 2023 ;
- Des populations d'accueil qui vivent à proximité des réfugiés dans les sept pays, ce qui témoigne d'une approche globale et intégrée.
- Un million de réfugiés soudanais supplémentaires devraient arriver en 2025, ce qui porte le chiffre total de la planification démographique à près de 5 millions de personnes dans le besoin (dont 880 000 membres de la communauté d'accueil).
- Un petit nombre de ressortissants de pays tiers arrivant au Tchad, en Libye et au Sud-Soudan.
- Les chiffres relatifs aux réfugiés sont cumulatifs, tandis que les chiffres relatifs aux ressortissants de pays tiers ne tiennent compte que des personnes dont l'arrivée est prévue en 2025. Les chiffres relatifs aux rapatriés pour l'Éthiopie et la République centrafricaine comprennent les chiffres pour 2024 et ceux prévus pour 2025.

À noter :

- Au Sud-Soudan, tous les rapatriés restent couverts par le plan de réponse aux besoins humanitaires du Sud-Soudan pour 2025.
- - Les migrants de retour en Ethiopie font l'objet d'un plan distinct de l'OIM, et au Tchad, les migrants de retour font l'objet du plan de réponse aux besoins humanitaires de 2025.

[13] https://data.unhcr.org/ar/country/lby

Le RRP 2025 continue de mettre l'accent sur la programmation de la résilience et l'engagement des acteurs du développement dans la réponse. Le développement d'installations intégrées en Éthiopie, dans l'est du Tchad et au Soudan du Sud, la localisation, y compris le renforcement des capacités et de la résilience des partenaires, sont des priorités clés en 2025.

Au total, 111 partenaires du RRP ont besoin de 1,8 milliard d'USD pour aider ces populations. Toutefois, comme la situation reste fluide, le RRP peut être révisé si nécessaire et la réponse inter-agences adaptée en fonction de l'évolution du contexte et des besoins.

République Centrafricaine
Chapitre pays

Des réfugiés soudanais ayant fui Nyala se rendent à l'espace sûr de Birao, en République centrafricaine. Cet espace offre un soutien psychosocial et des conseils sur les traumatismes aux femmes et aux enfants.

EN RÉSUMÉ

Plan de Réponse pour la RCA

Janvier-Décembre 2025

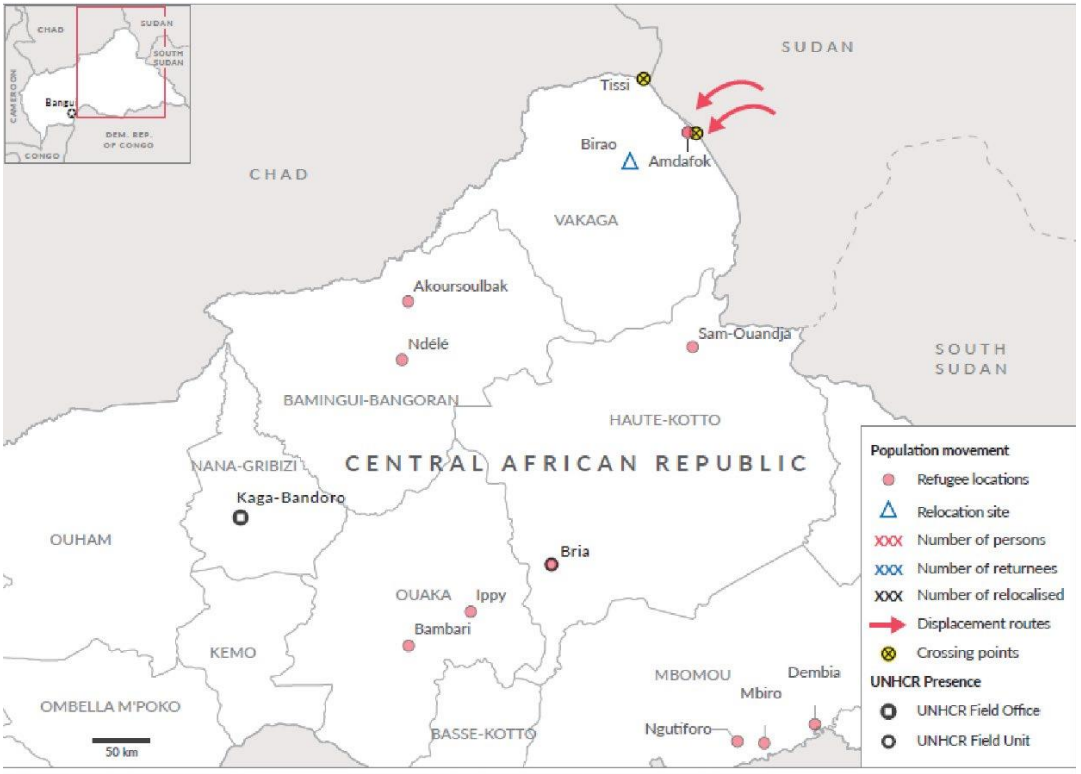
50 K
Réfugiés

2.4 K
Rapatriés

27.9 K
Communauté d'accueil

USD
76.4 M
Total besoins financiers

10
Partenaires du RRP



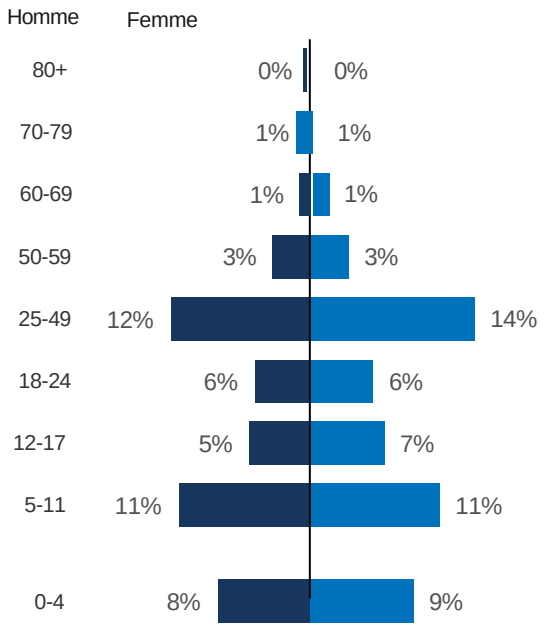
The boundaries and names shown and the designations used on this map do not imply official endorsement or acceptance by the United Nations
Sources : UNHCR, Central African Republic Gouvernement

Chiffres de la planification

Pays	Sudanese refugees pre 15 April 2023*	Projected population as of end of 2024**	Planning figure for new arrivals in 2025	Planned population as of end 2025
Population réfugiée	482	30,000	20,000	50,000
Rapatriés		1,457	1,000	2,457***
Ressortissants de pays tiers				
Communauté d'accueil				27,900
Population totale projetée dans le besoin				**80,357**

**Ce chiffre est inclus dans le total cumulé de 2024.*
*** Ce chiffre comprend les arrivées effectives en septembre 2024 et les arrivées prévues d'octobre à décembre 2024.*
**** 2 457 retournés réfugiés en République centrafricaine est un chiffre cumulé pour 2024-2025*

Répartition par âge et par sexe



16%
Personnes vulnérables

53%
Femmes et filles

47%
Hommes et garçons

55%
Enfants

Partie 1: Situation

Aperçu de la situation

Les crises politiques et sécuritaires à répétition en République centrafricaine (RCA) ont affecté le pays. depuis la signature de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation entre le gouvernement et 14 groupes armés en février 2019, le gouvernement s'efforce de rétablir l'autorité de l'État et de renforcer l'unité nationale. Les réfugiés centrafricains résidant dans les pays voisins rentrent progressivement chez eux, en particulier dans des zones stables. Néanmoins, le contexte reste difficile dans le pays, car certaines zones sont encore touchées par les activités des groupes armés. L'environnement de protection de la RCA reste fragile, laissant les groupes vulnérables tels que les réfugiés, les enfants, les femmes et les personnes ayant des besoins spécifiques (handicap, etc.) exposés à un risque accru.

Malgré ces défis, la RCA offre une protection juridique aux réfugiés en vertu de sa loi de 2007, qui comprend la délivrance de documents d'identité et de voyage. En 2023, le gouvernement a accordé une reconnaissance prima facie aux réfugiés soudanais. Les partenaires du RRP travaillent avec le gouvernement pour garantir l'accès à l'asile, à l'assistance et aux solutions, et pour maintenir le caractère civil des camps de réfugiés.

Le conflit de 2023 au Soudan a provoqué le déplacement forcé d'environ 30 000 réfugiés soudanais vers la RCA, ainsi que le retour de plus de 6 200 ressortissants centrafricains qui avaient auparavant trouvé refuge au Soudan. La plupart se sont installés dans la préfecture de la Vakaga, l'une des régions les plus pauvres et les plus reculées de la RCA, caractérisées par des conditions climatiques difficiles, notamment des sécheresses fréquentes et des précipitations irrégulières, qui exacerbent la rareté des ressources et les difficultés auxquelles sont confrontées les populations déplacées et les communautés d'accueil.

Quelque 15 162 réfugiés vivent à Korsi, dans la préfecture de Birao, tandis que 14 780 autres se trouvent dans des zones inaccessibles où seuls les services de protection, d'enregistrement et de documentation sont fournis en raison de la complexité de l'environnement sécuritaire et des difficultés logistiques. Il s'agit principalement de réfugiés « sur place », c'est-à-dire de personnes qui se trouvaient en RCA lorsque la guerre au Soudan s'est intensifiée et qui ne peuvent pas y retourner. Ils font partie des populations les plus vulnérables et les plus pacifiques, et des programmes d'autosuffisance adaptés sont primordiaux pour les soutenir.

Les efforts de réponse humanitaire sont également entravés par la médiocrité des infrastructures, la présence de groupes armés non étatiques et les inondations saisonnières, qui contribuent à la recrudescence de la violence lors de la transhumance saisonnière.

En 2025, 10 partenaires du RRP ont besoin de 76,4 millions de dollars pour continuer à fournir une aide humanitaire à 50 000 réfugiés soudanais, dont 20 000 nouveaux arrivants. L'aide ciblera également 2 457 ressortissants centrafricains de retour au pays, dont 1 000 devraient arriver en 2025, ainsi que 27 900 membres des communautés d'accueil.

Les risques et les besoins

En 2025, les réfugiés et les autres populations touchées en RCA continueront de faire face à un éventail complexe de risques et de besoins en matière de protection, exacerbés par les conflits en cours, les déplacements et les ressources limitées. Les risques varient considérablement en fonction de l'âge, du sexe, de la diversité et d'autres facteurs tels que l'emplacement, ce qui a un impact disproportionné sur différents groupes de la population.

Alors que le conflit au Soudan fait rage, quelque 50 000 réfugiés soudanais et 2 457 rapatriés en RCA devraient avoir besoin d'une aide humanitaire en RCA en 2025, ce qui entraînera une augmentation des besoins humanitaires dans des domaines tels que la nourriture, les abris, la protection, les articles non alimentaires, l'eau, l'assainissement et l'hygiène, la santé, l'éducation et les moyens de subsistance.

Les réfugiés qui arrivent par la frontière d'Am Dafock et d'autres zones difficiles d'accès restent très vulnérables en raison de l'instabilité de la situation sécuritaire le long de la frontière. La présence de groupes armés non étatiques en RCA, y compris dans les zones d'accueil des réfugiés, accroît les risques de protection.

Les femmes et les filles, qui représentent 53 % de la population réfugiée, sont confrontées à des risques plus élevés de violence sexiste, en particulier de violence et d'exploitation sexuelles pendant le déplacement et dans les zones d'accueil. La rareté des services de base, notamment des soins de santé, exacerbe leur vulnérabilité. L'accès limité à un abri sûr, à de l'eau et du bois de chauffage les oblige à parcourir de longues distances pour en trouver, ce qui augmente leur exposition à la violence. Les mariages précoces et forcés, fréquents en RCA et au Soudan, constituent un risque supplémentaire pour les filles déplacées.

Les femmes handicapées et les femmes âgées sont de plus en plus marginalisées, n'ayant pas accès aux services et au soutien essentiels.

La santé mentale et le soutien psychosocial restent essentiels, car de nombreux réfugiés soudanais sont profondément marqués par des événements traumatisants, des pertes et des facteurs de stress liés au déplacement.

Les enfants non accompagnés et séparés sont par ailleurs particulièrement vulnérables à l'exploitation, aux abus et à la traite. Les garçons sont particulièrement exposés au risque d'être recrutés de force dans des groupes armés. Ces zones manquent d'infrastructures de base, telles que des routes, des centres de santé, des écoles et des réseaux d'approvisionnement en eau potable. Les communautés locales disposent de ressources limitées et dépendent principalement de l'agriculture de subsistance et de l'élevage pastoral, des opportunités économiques limitées qui exacerbent leur vulnérabilité. L'accès à ces régions est compliqué, surtout pendant la saison des pluies (entre mai et novembre), lorsque les routes deviennent impraticables. Les longues distances, la médiocrité des infrastructures routières et l'insécurité rendent les opérations humanitaires coûteuses et complexes.

Les tensions entre les réfugiés et les communautés d'accueil risquent de s'intensifier en raison de la surcharge des infrastructures locales, en particulier dans les zones reculées où les services de base tels que la nourriture, l'eau, les soins de santé et les ressources naturelles sont insuffisants. La concurrence pour des ressources rares, exacerbée par le changement climatique, met à rude épreuve la cohésion sociale et crée des risques supplémentaires pour les groupes marginalisés, notamment les personnes handicapées et les personnes âgées, qui rencontrent souvent des difficultés pour accéder aux services essentiels.

Partie 2 : Stratégie de réponse, de résilience et de solutions pour la RCA

Rôle du gouvernement

En 2025, le gouvernement centrafricain continuera de jouer un rôle crucial dans la coordination de la réponse aux réfugiés soudanais. Son leadership est essentiel pour guider l'effort humanitaire selon les priorités nationales et les stratégies visant à trouver des solutions durables. Les autorités centrafricaines collaborent étroitement avec les acteurs humanitaires et de développement pour répondre aux besoins des réfugiés, des rapatriés et des communautés d'accueil, en mettant l'accent sur la résilience et l'intégration socio-économique des populations déplacées.

Le gouvernement a amélioré l'accès à l'asile en maintenant une politique d'ouverture des frontières et en accordant un statut prima facie aux réfugiés soudanais. Il a également renforcé les procédures de documentation civile afin de s'assurer que les réfugiés obtiennent les documents juridiques nécessaires. Par ailleurs, le gouvernement a soutenu l'intervention d'urgence des organisations humanitaires, permettant l'acheminement d'une aide vitale, notamment sous forme de nourriture, d'eau, d'abris et de soins médicaux, tout en renforçant la protection de l'environnement et en accordant la priorité à la sécurité des réfugiés. La République centrafricaine a pris l'engagement, lors du Forum mondial sur les réfugiés, de consolider la paix et de prévenir les conflits, et soutient des solutions durables mises en œuvre dans le cadre du RRP.

L'Agence des Nations unies pour les réfugiés (HCR) et la Commission nationale pour les réfugiés (CNR) ont intensifié leurs opérations en déployant du personnel dans tout le pays pour gérer les camps de réfugiés tels que Korsi. Elle soutient plusieurs secteurs, notamment les abris, l'eau, l'assainissement et l'hygiène, la santé et la protection. Des efforts considérables sont déployés pour protéger les groupes vulnérables, en particulier les enfants et les survivants de la violence sexiste. L'engagement du gouvernement à soutenir ces secteurs essentiels témoigne de son intention d'assurer la sécurité et la dignité de toutes les populations touchées.

Objectifs stratégiques du pays (OS)

OS1 : soutenir le gouvernement de la République centrafricaine afin de garantir l'accès au territoire et l'asile, et de fournir des documents biométriques aux nouveaux arrivants. Fournir une protection et une assistance aux réfugiés soudanais par le biais d'une réponse globale interinstitutionnelle, y compris une assistance multisectorielle sur place.Les réfugiés bénéficient de la législation en vigueur en RCA. La loi nationale sur les réfugiés stipule les droits des réfugiés et des demandeurs d'asile conformément aux normes internationales.

Cependant, l'application de ce cadre juridique reste difficile, car les documents relatifs aux réfugiés ne sont pas reconnus par les organismes d'application de la loi et de sécurité. Cela limite les droits des réfugiés et des demandeurs d'asile, en particulier leur liberté de circulation

Les documents d'identité des réfugiés n'ont pas de numéro d'identification national et ne sont pas délivrés par l'autorité responsable de la gestion de l'identité dans le pays, contrairement aux documents des nationaux. Cela crée des complications. Les efforts de plaidoyer concernant les documents, les droits et les lois des réfugiés resteront prioritaires. Les efforts visant à améliorer le processus de DSR et à réduire le temps d'attente se poursuivront.

Le plaidoyer auprès des autorités de l'État pour harmoniser la reconnaissance prima facie des réfugiés soudanais aux différents points d'entrée se poursuivra. Un suivi de la protection sera effectué aux principaux points d'entrée et dans les zones d'accueil des réfugiés afin d'assurer des interventions de protection immédiates et un accès au territoire. Le HCR intensifiera ses efforts pour aider le CNR à assurer l'enregistrement individuel, l'enregistrement biométrique continu et la vérification physique de tous les réfugiés.

OS2 : identifier et fournir une assistance aux retournés réfugiés, y compris la réintégration des ressortissants centrafricains et des anciens réfugiés qui sont rentrés dans des circonstances défavorables.

Plusieurs anciens réfugiés centrafricains au Soudan ont fui vers la RCA avec des réfugiés soudanais, dans des conditions précaires qui nécessitent protection et assistance. Les rapatriés en situation de vulnérabilité bénéficieront d'une assistance ciblée et de services de protection spécialisés.

OS3 : renforcer la résilience et la cohésion sociale en favorisant la localisation de la réponse et en veillant à ce que les interventions soient durables et communautaires, notamment grâce à la participation d'organisations de la société civile dirigées par des personnes déplacées de force, des femmes, des jeunes et des personnes handicapées.

Le HCR n'établit pas de systèmes parallèles pour les réfugiés, mais veille à ce qu'ils soient intégrés aux systèmes nationaux, en partageant les services avec la communauté d'accueil. Le HCR renforcera l'inclusion des réfugiés dans les systèmes nationaux (santé, éducation, formation professionnelle, protection sociale) en soutenant les institutions nationales.

Approches du nexus Humanitaire Développement Paix (HDP) pour promouvoir la protection, la résilience, l'inclusion et les solutions

Le plan d'intervention pour les réfugiés vise à favoriser des issues pacifiques, à promouvoir la coexistence, la cohésion sociale, le bien-être psychologique et la résilience, conformément au Pacte mondial sur les réfugiés. La stratégie adopte une approche de solution dès le départ, en favorisant l'inclusion des réfugiés dans les services de protection nationaux et les systèmes essentiels tels que la santé, l'éducation, les affaires sociales, l'accès à l'eau, l'assainissement, l'hygiène et la protection sociale, dès le début de la crise et tout au long de sa progression. Complétant le Plan cadre des Nations unies pour le développement durable, cette stratégie s'aligne également sur le Plan national de développement (PND) 2023-2028.

Cette approche a pu être mise en place grâce à des partenariats solides impliquant les principaux ministères concernés, notamment le ministère de l'Intérieur, de l'Administration territoriale, de la Santé, de l'Action humanitaire, du Genre, de l'Éducation, de la Sécurité, de la Justice et de l'Agriculture. Ces ministères sont essentiels pour garantir l'inclusion des réfugiés dans les systèmes nationaux. À titre d'exemple, les autorités préfectorales de la Vakaga ont accordé des terres arables aux réfugiés, leur permettant de s'engager dans des activités agricoles et ainsi de contribuer à leur inclusion économique. Les partenariats incluent également des agences des Nations unies, des acteurs du développement tels que la Banque mondiale et la Banque africaine de développement, le secteur privé et le monde universitaire.
Dans le domaine de l'éducation, par exemple, la RCA a bénéficié d'un financement pour soutenir les réfugiés soudanais dans leurs études secondaires et supérieures.

Des sessions de formation seront organisées avec le ministère de l'Éducation nationale et d'autres parties prenantes afin de renforcer l'inclusion des réfugiés dans le système éducatif national. Les élèves du secondaire bénéficieront de cours de rattrapage et d'apprentissage de la langue française pour faciliter leur transition, et les écoles recevront un soutien matériel. Des activités de prévention et de protection contre les violences basées sur le genre (VBG) seront également menées à l'intention des enseignants et des élèves afin de réduire les risques. La coordination permettra d'éviter les systèmes de services parallèles, d'aligner les normes de service (par exemple, le Plan national de développement) sur celles des communautés d'accueil et de renforcer les efforts en cours. L'acheminement de l'aide par le biais des systèmes nationaux permet de réduire la pression sur les ressources, de renforcer la solidarité avec les communautés d'accueil et de contribuer au développement local durable.

Le RRP soutient la consolidation de la paix en promouvant l'accès partagé aux services et aux opportunités de développement pour les réfugiés et les communautés d'accueil. Les activités décrites dans le RRP, telles que la construction d'écoles et de centres de santé, permettent aux communautés et aux institutions locales d'intégrer les réfugiés dans leurs services, de renforcer les capacités locales en matière de soutien durable et de veiller à ce que les réfugiés et les communautés d'accueil bénéficient d'interventions durables et efficaces qui favorisent la stabilité à long terme et la résilience partagée.

Réponses sectorielles

Protection

Le HCR et le CNR continueront à pré-enregistrer et à enregistrer par biométrie les nouveaux arrivants, ainsi que ceux qui n'ont pas pu le faire auparavant en raison de l'insécurité ou de l'accès difficile, afin de leur fournir des documents d'identité. Les partenaires de la protection aideront le gouvernement à élaborer des politiques et des cadres juridiques visant à améliorer la protection, l'accès à l'asile, l'enregistrement et la documentation, ainsi qu'à instaurer une obligation de rendre des comptes aux populations touchées.

Une surveillance continue de la protection sera menée aux principaux points d'entrée et dans les zones d'accueil des réfugiés afin de garantir des interventions de protection immédiates et un accès au territoire.

Les partenaires de protection accorderont la priorité aux éléments suivants :

- La protection des droits des réfugiés par une protection juridique, physique et matérielle, en particulier pour les survivants de VBG, les enfants en danger et les personnes ayant des besoins spécifiques.
- Promouvoir la responsabilisation et favoriser l'inclusion en intégrant les réfugiés dans les systèmes nationaux de protection et en étendant les services aux communautés d'accueil.

Les activités comprendront l'enregistrement, la documentation, l'assistance juridique et le soutien psychosocial d'urgence. Une approche axée sur la résilience mettra l'accent sur les mécanismes de protection communautaires et l'appui juridique pour renforcer les systèmes nationaux, y compris l'enregistrement des naissances et les documents d'état civil. Une assistance en espèces et une aide juridique seront proposées aux personnes vulnérables, conformément à l'Objectif de développement durable (ODD) 16 : Paix, justice et institutions efficaces.

Sous-secteur : Protection de l'enfance

Les partenaires mettront en œuvre une approche globale pour protéger les enfants réfugiés, en mettant l'accent sur des activités immédiates de sauvetage ainsi que sur des mesures de résilience à long terme.
Des espaces adaptés aux enfants, ainsi que des espaces récréatifs et éducatifs, seront développés pour promouvoir la résilience et les capacités d'adaptation des enfants à Bamingui-Bangoran et dans la Haute-Kotto. Des procédures d'intérêt supérieur seront mises en œuvre pour les enfants séparés, non accompagnés et les autres enfants en danger.
Le RRP prévoit la création de centres polyvalents en partenariat avec les jeunes réfugiés soudanais et la communauté d'accueil afin de proposer des services holistiques répondant aux divers besoins des enfants et des adolescents, y compris des activités récréatives, des conseils, une assistance individuelle et l'éducation informelle.

Ils proposeront également une formation aux compétences de la vie courante et une éducation parentale sur les questions de protection de l'enfance.

En réponse à l'afflux croissant de réfugiés soudanais, en particulier dans les régions de Birao et de Bria, le secteur de la violence basée sur le genre adoptera une approche globale centrée sur les survivantes afin de répondre aux besoins urgents des femmes et des filles à risque. Les interventions vitales comprendront le déploiement d'équipes spécialisées d'intervention en matière de VBG, y compris des unités mobiles équipées pour fournir des soins cliniques et des services de soutien psychosocial, afin de garantir que les services essentiels atteignent les zones reculées.

Sous-secteur : Violence basée sur le Genre (VBG)7.18

La recherche et la réunification des familles pour les enfants non accompagnés et séparés à Korsi et ailleurs permettront de réduire les risques d'exploitation. Des déterminations de l'intérêt supérieur seront effectuées pour éclairer les décisions. La réponse intégrera les enfants réfugiés dans les systèmes nationaux de protection de l'enfance, en collaboration avec le gouvernement et les comités communautaires.
Le RRP prendra en compte l'atténuation du risque de VBG, et garantira des installations sûres pour les enfants. L'aide en espèces et le renforcement des capacités des acteurs nationaux permettront d'améliorer l'accès aux services essentiels, conformément aux ODD 4 et 5, en promouvant l'égalité d'accès à l'éducation et à

la protection.
Des espaces sûrs et des refuges seront établis dans les zones à haut risque pour protéger les femmes et les filles vulnérables et leur offrir des environnements propices à la guérison et au rétablissement. Les services de gestion des cas de VBG fourniront aux survivantes un soutien dédié, une aide juridique et une protection.
L'approche de renforcement de la résilience permettra de renforcer les mécanismes communautaires de prévention et de réponse à la VBG, et les agents de santé locaux ainsi que les groupes de femmes recevront des formations. La collaboration avec les autorités locales permettra d'intégrer les services de lutte contre les violences basées sur le genre dans les systèmes de santé publique de la RCA, favorisant ainsi une réponse durable. Les services d'aide juridique, y compris les tribunaux itinérants, garantiront l'accès à la justice des réfugiés.

En outre, l'atténuation des risques de VBG sera une priorité dans tous les secteurs, y compris l'intégration de conceptions sensibles au genre dans les abris communaux, comme des latrines séparées, un éclairage adéquat et des patrouilles de sécurité. La réponse s'alignera sur l'ODD 5, en mettant l'accent sur l'égalité des sexes, l'autonomisation des femmes et des filles, ainsi que sur la garantie de leur sécurité et de leur dignité.

Education

Les partenaires du secteur de l'éducation donneront la priorité à l'inclusion des réfugiés soudanais dans le système éducatif national en collaborant avec les autorités éducatives et en facilitant l'accès à une éducation inclusive et de qualité pour les enfants réfugiés et les communautés d'accueil.
Les principales interventions comprennent des programmes de soutien linguistique pour aider les réfugiés arabophones à faire la transition vers le programme français, ainsi que la formation des enseignants à la fluidité de la langue et à la pédagogie. Les programmes de soutien académique soutiendront les réfugiés en difficulté et les étudiants des communautés d'accueil.

Les partenaires augmenteront la capacité des écoles en construisant ou réhabilitant des établissements, en fournissant du matériel d'enseignement et d'apprentissage, et en aidant les ménages à couvrir les dépenses liées à l'éducation, telles que les frais de scolarité et l'habillement. Les transferts monétaires aideront les ménages à couvrir les dépenses liées à l'éducation, telles que les frais de scolarité et les frais de vêtements.
Les enseignants, les autorités éducatives et les associations de parents d'élèves recevront une formation sur les conflits et l'éducation sensible au genre, le SMSPS, l'atténuation des risques de VBG et la prévention de l'exploitation et des abus.
Pour atténuer les risques de VBG, les systèmes d'orientation et les protocoles de sécurité en milieu scolaire seront renforcés et des latrines séparées par sexe seront construites. Les points focaux de la protection de la jeunesse et du SMSPS seront formés pour orienter les cas et mettre en relation les élèves dans le besoin avec les services compétents. Les programmes d'éducation et de formation professionnelle seront élargis aux adolescents et jeunes.
En promouvant une éducation inclusive et de qualité, en renforçant les capacités locales et en autonomisant les jeunes, les partenaires visent à fournir des solutions durables aux réfugiés et aux communautés d'accueil, contribuant ainsi à l'ODD 4 relatif à l'éducation de qualité.

Sécurité alimentaire

Les partenaires chargés de la sécurité alimentaire fourniront une aide d'urgence pour répondre aux besoins alimentaires et nutritionnels de base des réfugiés soudanais, notamment par le biais de distributions générales, en nature ou en espèces, dans la mesure du possible. Cette assistance s'étendra à tous les réfugiés dans diverses zones d'accueil et inclura les communautés locales.
Pour garantir l'accessibilité et la sécurité des distributions pour les femmes, les filles et les personnes handicapées, les partenaires mettront en œuvre des activités de sauvegarde, de sensibilisation et d'atténuation des risques par le biais de consultations régulières avec les groupes touchés et de la collaboration avec les services de lutte contre la violence basée sur le genre et de protection de l'enfance. Ces consultations permettront d'identifier les obstacles et les risques, et de fournir des solutions communautaires.
Les stocks de vivres seront stratégiquement prépositionnés à Birao et dans d'autres zones difficiles d'accès avant les pluies de juin, sous réserve des contributions des donateurs en temps utile. Cette stratégie permettra aux partenaires d'aider les nouveaux réfugiés soudanais de 2025, ainsi que ceux de 2024, et les communautés d'accueil vulnérables.
En outre, les partenaires du RRP renforceront l'engagement communautaire en intégrant des consultations et des mécanismes de retour d'information

tout au long du cycle du programme. Les partenaires distribueront également des intrants agricoles intelligents face au climat, notamment du bétail, permettant aux réfugiés de cultiver et d'élever des animaux. Cela permettra d'améliorer leur alimentation, de générer des revenus, d'éviter de dépendre de l'aide alimentaire, de promouvoir l'autonomie et d'impliquer les communautés d'accueil. Cette approche s'aligne sur l'ODD 2, qui vise à éliminer la faim en améliorant la nutrition et en favorisant l'agriculture durable.

Les partenaires du RRP favoriseront l'inclusion économique à long terme en mettant les réfugiés en relation avec les programmes nationaux d'emploi et les marchés locaux. Les initiatives comprendront des formations professionnelles, un soutien à l'entrepreneuriat ainsi que des programmes agricoles conformes au plan national de développement (PND) et aux programmes nationaux, qui fourniront des terres, des outils et des semences.

Santé Publique et nutrition

Les partenaires sectoriels se concentreront sur des interventions immédiates visant à sauver des vies et sur le renforcement de la résilience à long terme dans les zones accueillant des réfugiés soudanais. Cette réponse a pour objectif d'améliorer l'accès aux soins de santé pour les réfugiés et les communautés vulnérables d'accueil, ainsi que de renforcer les capacités des systèmes de santé locaux.

Les activités visant à sauver des vies comprendront le déploiement de cliniques mobiles aux points d'entrée afin de fournir des soins immédiats, notamment des services de santé maternelle et infantile. Des campagnes de vaccination contre la rougeole cibleront les enfants de moins de cinq ans dans les camps de réfugiés, tout en assurant les vaccinations de routine pour les enfants et les femmes enceintes. Le dépistage de la malnutrition sera effectué en priorité chez les enfants de moins de cinq ans et les femmes enceintes, et des systèmes d'orientation d'urgence seront mis en place pour les affections mettant en jeu le pronostic vital.

L'approche de la résilience renforcera les centres de santé locaux en fournissant un soutien à l'infrastructure, des fournitures médicales et une formation aux travailleurs de la santé communautaires. Cela leur permettra de fournir des services essentiels et de promouvoir l'éducation nutritionnelle.

Sous-secteur : Santé mentale et soutien psychosocial (MHPSS)

Les services de MHPSS dans les régions accueillant des réfugiés soudanais répondent aux besoins immédiats en matière de santé mentale et favorisent la résilience à long terme. Ils garantissent un soutien vital et des soins durables pour les réfugiés comme pour les communautés vulnérables d'accueil.

Des équipes mobiles et statiques de MHPSS seront déployées dans les régions clés pour fournir une assistance immédiate. Intégrées aux cliniques mobiles situées dans les principales zones d'accueil des réfugiés, ces équipes fourniront des soins urgents, notamment des premiers soins psychosociaux, afin que les nouveaux arrivants bénéficient d'un soutien émotionnel en temps voulu. Les services de SMSPS seront liés à des réponses plus larges en matière de santé et de protection, avec des voies d'orientation qui orienteront les réfugiés vers les services cliniques de santé mentale dans les installations locales. La collaboration avec le ministère national de la Santé permettra également d'intégrer les services de santé sexuelle et reproductive aux systèmes nationaux, afin de garantir un accès équitable pour les réfugiés et les communautés d'accueil. Des mesures seront prises pour atténuer les risques de violence liée au sexe, offrant un accès sûr aux services de santé et des espaces confidentiels pour les consultations, avec un soutien psychosocial disponible pour les survivants de la violence liée au sexe.

Cette réponse s'aligne sur l'ODD 3, qui promeut la santé et le bien-être pour tous. Le système élargira la couverture pour les personnes souffrant de troubles mentaux graves.

Pour favoriser le bien-être à long terme, l'accent sera mis sur le renforcement de la résilience des communautés en formant les prestataires de soins de santé locaux à la santé mentale et aux soins psychosociaux. Les réseaux de soutien par les pairs favoriseront les structures communautaires de santé mentale pour les réfugiés et les populations d'accueil, en facilitant notamment les thérapies de groupe, les conseils et les groupes de soutien communautaire. Le système national de santé sera renforcé afin d'assurer des services de santé mentale et psychosociale durables.

Les services de santé mentale et de soutien psychosocial (MHPSS) donneront la priorité aux survivants de la violence liée au sexe, en garantissant des espaces sûrs et confidentiels. Les interventions tenant compte des traumatismes et de l'égalité des sexes comprendront un soutien en nature pour accéder à des services de santé mentale spécialisés et des initiatives de renforcement des capacités pour les prestataires de soins de santé locaux, notamment les personnes handicapées, en se concentrant sur les compétences pertinentes pour le marché qui renforcent l'autonomie et la participation économique.

Moyens de subsistance et inclusion économique (LEI)

La réponse se concentrera sur la création d'emplois durables et d'opportunités d'auto-emploi pour les réfugiés soudanais et les communautés vulnérables d'accueil, à l'intérieur comme à l'extérieur de Vakaga. Les interventions d'urgence en espèces aideront les réfugiés à répondre à leurs besoins fondamentaux et à éviter les stratégies d'adaptation négatives, tandis que les programmes d'emploi rapide et la formation professionnelle leur permettront de générer des revenus immédiats en lien avec les opportunités du marché et leurs compétences, expérience et centres d'intérêt.

L'assistance en espèces est essentielle pour fournir aux réfugiés des fonds d'urgence pour couvrir leurs frais de subsistance et alléger la pression économique sur les communautés d'accueil. La formation aux moyens de subsistance ciblera les groupes vulnérables, en particulier les femmes et les jeunes, et aidera les femmes enceintes et les soignants à accéder à une alimentation saine.

Installation & Abris/Logement

Les partenaires sectoriels s'attacheront à répondre aux besoins urgents des réfugiés soudanais en matière d'abris et d'installations sanitaires. La réponse immédiate donnera la priorité aux activités vitales, telles que la fourniture d'abris d'urgence et d'articles de première nécessité, afin d'assurer la sécurité, la protection et la dignité des réfugiés nouvellement arrivés. Des kits d'abris d'urgence contenant des bâches en plastique et des matériaux de construction essentiels seront distribués. Les réfugiés recevront un abri à Korsi, Vakaga, avec une assistance égale à celle fournie aux personnes déplacées de Bamingui-Bangoran, Haute-Kotto, Haut-Mbomou, Mbomou et Ouaka.

La transition des abris temporaires vers des solutions de logement durables permettra de protéger les plus vulnérables de la société contre les risques climatiques, dans le cadre d'une approche de résilience. Cela implique l'intégration des réfugiés sur les marchés nationaux du logement et l'amélioration des infrastructures communautaires, au bénéfice des réfugiés et des populations d'accueil. Les abris provisoires seront construits avec des matériaux locaux afin de promouvoir la durabilité, la cohésion sociale et l'autonomie des réfugiés.

Cette intervention WASH complète s'aligne sur l'ODD 6, « eau propre et assainissement », qui vise à assurer la disponibilité et la gestion durable de l'eau et de l'assainissement pour tous. En répondant à ces besoins critiques, les partenaires du RRP s'engagent à améliorer la santé et la sécurité des réfugiés et à promouvoir le bien-être général des communautés. Les interventions s'alignent également sur l'ODD 11, qui vise à créer des villes et des communautés inclusives, sûres et durables. En promouvant des solutions de logement durables et en intégrant les réfugiés dans les systèmes nationaux, le secteur de l'hébergement contribue à construire des communautés résilientes et à garantir l'accès à un logement adéquat, sûr et abordable pour tous.

Eau, Hygiène & Assainissement (WASH)

Les partenaires chargés des services d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène (WASH) veilleront à ce que les réfugiés aient un accès durable à l'eau potable, en renforçant les installations existantes et en construisant de nouveaux forages, des réservoirs de stockage, des stations solaires et des conduites de distribution. Les améliorations comprendront des toilettes communes accessibles et respectueuses de l'égalité des sexes, ainsi que des installations permettant l'accès aux bains pour les personnes en situation de handicap. Pour favoriser l'implication des communautés, les partenaires collaboreront avec les comités de l'eau existants et renforceront leurs capacités afin qu'ils puissent gérer les points d'eau, superviser l'entretien et contrôler la qualité de l'eau.

Des installations sanitaires seront construites et améliorées pour prévenir les épidémies de maladies d'origine hydrique, tandis que des programmes d'éducation à l'hygiène continueront à promouvoir des pratiques saines au sein de la communauté. Il y aura un lavabo supplémentaire pour les femmes et les filles.

Il sera crucial d'adopter une approche sensible au genre pour atténuer les risques de violence liée au sexe. Les zones communes seront bien éclairées, sécurisées et accessibles aux femmes et aux filles. Les abris accueilleront également les personnes handicapées et d'autres groupes vulnérables, afin de promouvoir l'inclusion et la protection de tous. Ces installations seront mises en place et des kits d'hygiène, comprenant notamment des produits d'hygiène menstruelle, seront distribués pour garantir la dignité, améliorer l'hygiène et réduire les risques de maladie. Un éclairage adéquat autour des toilettes sera également privilégié afin de minimiser les risques de violence basée sur le genre.

Besoins éssentiels

Les partenaires du RRP intensifieront leur réponse pour garantir que les réfugiés et les rapatriés en République centrafricaine aient accès aux services essentiels. Une approche globale et collaborative sera essentielle pour améliorer la coordination entre les partenaires du RRP et les organismes gouvernementaux, prévenir la duplication des efforts et optimiser l'utilisation des ressources. Les consultations avec les communautés locales seront renforcées pour garantir l'adéquation de l'intervention avec la culture locale et pour répondre aux besoins spécifiques des populations touchées. Des articles non alimentaires (NFI) et de l'aide en espèces seront distribués pour répondre efficacement aux besoins fondamentaux des réfugiés et des rapatriés.

L'intégration de la protection garantira que les distributions ont lieu dans des lieux sûrs et accessibles, en mettant en œuvre des mesures pour prévenir la surpopulation et la violence, tout en répondant aux besoins des personnes présentant des vulnérabilités spécifiques. Les stratégies d'atténuation des risques de VBG et d'EAS accorderont la priorité aux distributions pour les femmes et les familles vulnérables, et garantiront la sécurité aux points de distribution. Les modalités de réponse comprendront des distributions en nature, des interventions basées sur le marché telles que des bons d'achat et de l'argent, ainsi que le renforcement des capacités des fournisseurs locaux pour promouvoir la durabilité.

En 2025, les secteurs suivants seront couverts par des interventions en espèces : frais de scolarité pour les réfugiés intégrés dans le système éducatif national, abris et biens de première nécessité, transferts monétaires polyvalents pour la protection (principalement pour les réfugiés hors de Birao), moyens de subsistance et inclusion économique, VBG, assistance aux personnes ayant des besoins spécifiques. Ce soutien devrait couvrir environ 25 à 30 % du budget.

Cette réponse s'aligne sur l'ODD 1, qui vise à éradiquer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde. Elle permet de répondre aux besoins fondamentaux par le biais d'une aide en espèces et de la distribution d'articles de secours, et ainsi de réduire la pauvreté et la vulnérabilité des réfugiés et des rapatriés, tout en promouvant la résilience et la dignité.

Logistique et approvisonnement

Le secteur de l'approvisionnement sera renforcé afin d'assurer la livraison opportune de biens et de services essentiels aux réfugiés et aux communautés d'accueil. Les principales interventions concerneront la distribution de carburant, ce qui permettra d'assurer une aide alimentaire efficace et des interventions financières nécessaires (NFI). Le secteur coordonnera la logistique avec d'autres secteurs afin d'assurer la livraison rapide de matériaux d'abri, de fournitures médicales et d'articles WASH, même en cas d'insécurité ou de mauvais temps.

Une approche résiliente permettra de renforcer les chaînes d'approvisionnement en améliorant le stockage et le transport, et en intégrant les réfugiés aux réseaux d'approvisionnement existants. Cette réponse s'aligne sur l'ODD 9, en mettant l'accent sur des infrastructures résilientes, des systèmes de livraison durables et inclusifs pour les réfugiés et les communautés d'accueil.

Télécommunication

À mesure que le nombre de réfugiés augmentera en 2025, la demande de systèmes de télécommunication robustes et fiables augmentera également. La réponse se concentrera sur la réhabilitation des infrastructures, l'expansion d'Internet et le renforcement des capacités techniques. Les principales activités comprendront notamment la mise en place de lignes d'assistance téléphonique et de centres de communication sur la violence basée sur le genre, ainsi que l'expansion des réseaux mobiles pour garantir un accès à la communication pour les femmes, les enfants et les personnes handicapées. Cette intervention s'aligne sur l'ODD 9 (Industrie, innovation et infrastructures) qui promeut la construction d'infrastructures résilientes et l'accès aux services essentiels.

PRIORITÉS TRANSVERSALES

Âge, sexe et diversité (AGD)

- Sous-section : Inclusion du handicap
- Sous-section : Jeunesse
- Redevabilité envers les populations affectées (AAP)
- Protection contre l'exploitation et les abus sexuels (LEFP)
- Santé mentale et soutien psychosocial (SMSPS)
- Localisation
- Action climatique
- Utilisation de l'aide en espèces

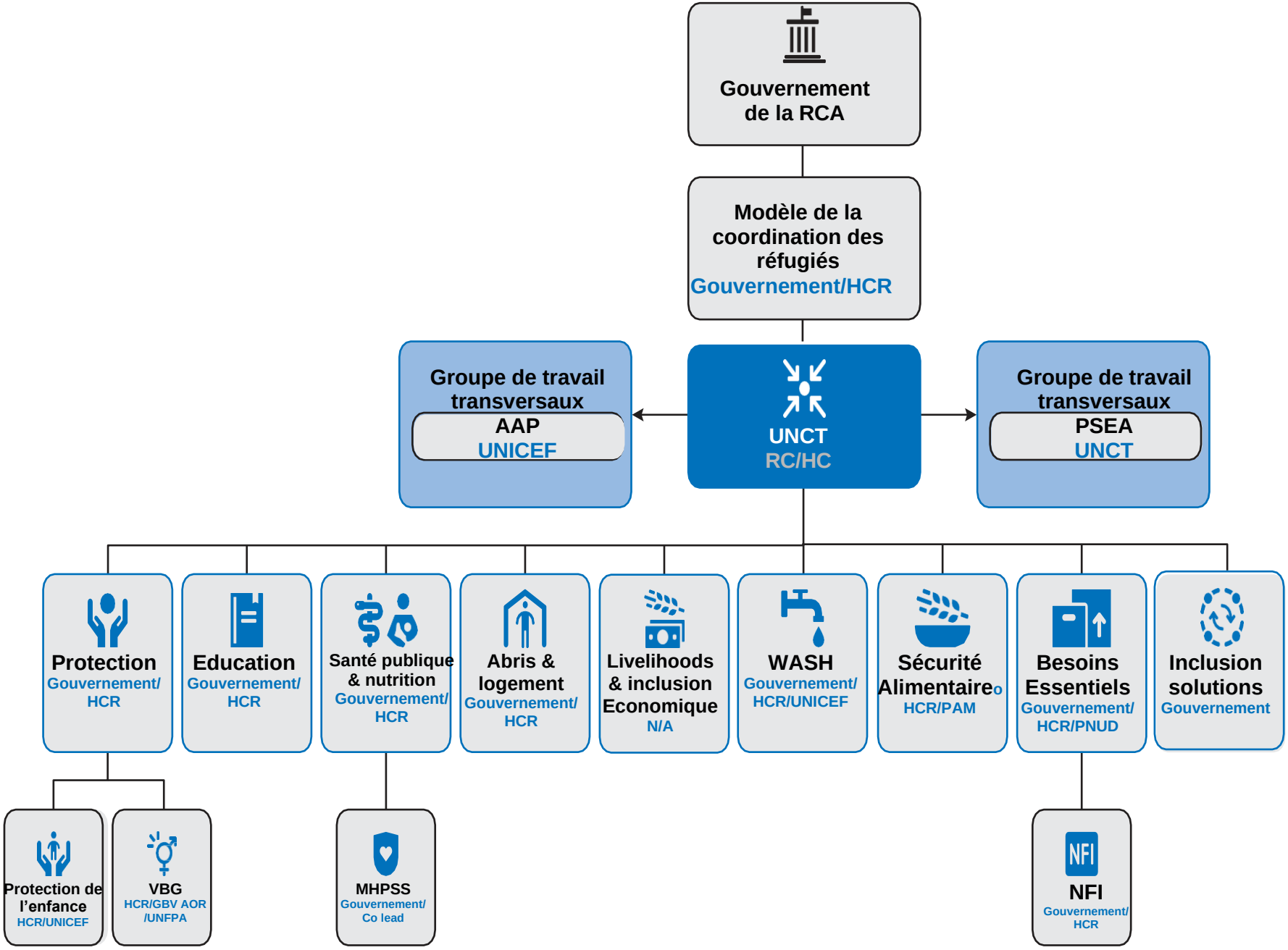
Partenariat et coordination

Conformément au Modèle de coordination des réfugiés, le HCR soutient le leadership du gouvernement centrafricain dans la coordination de la réponse. Depuis le début de la crise, le HCR et le CNR organisent des réunions de coordination à Bangui avec les partenaires du RRP pour faire face à la situation des réfugiés au Soudan. Ensemble, le HCR et le CNR coprésident un groupe de travail sur l'intervention en faveur des réfugiés, auquel participent plus de 25 partenaires, dont des agences des Nations unies et des ONG.

À Birao, le HCR et le CNR ont activé le Modèle de coordination des réfugiés pour gérer la réponse aux réfugiés en collaboration avec les acteurs locaux. En 2025, le HCR prévoit d'étendre le Modèle de coordination des réfugiés à d'autres régions d'accueil de réfugiés afin d'améliorer la coordination. Cette réponse a favorisé la mise en place de partenariats avec des groupes locaux, y compris des organisations dirigées par des femmes qui maîtrisent les langues locales et la dynamique communautaire.

Compte tenu de la présence de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays et de vastes besoins humanitaires à Vakaga, Bamingui-Bangoran, Mbomou et Haute Kotto, la réponse aux réfugiés est étroitement coordonnée avec OCHA et d'autres partenaires, conformément à la note conjointe OCHA-HCR sur les situations mixtes. Bien que le HCR conserve un leadership stratégique et une responsabilisation, cette approche collaborative améliore l'efficacité et évite les chevauchements. Le Cadre d'engagement OIM-HCR guide davantage la collaboration sur les mouvements de réfugiés et de migrants. Le mécanisme de coordination mis en place facilite le partage et la gestion de l'information, l'harmonisation des données conjointes, la planification avec les parties prenantes et les efforts de mobilisation des ressources pour mieux répondre à la crise dans un contexte de grave sous-financement. Ce cadre de coordination implique le gouvernement, les partenaires humanitaires et au développement, y compris les organisations locales et les autorités locales accueillant des réfugiés.

Structure de coordination dans le pays



Besoins financiers inter-agences

10 Partenaires impliqués	Agences UN 8	ONGs Internationales 2
	$72,285,538	$4,150,750

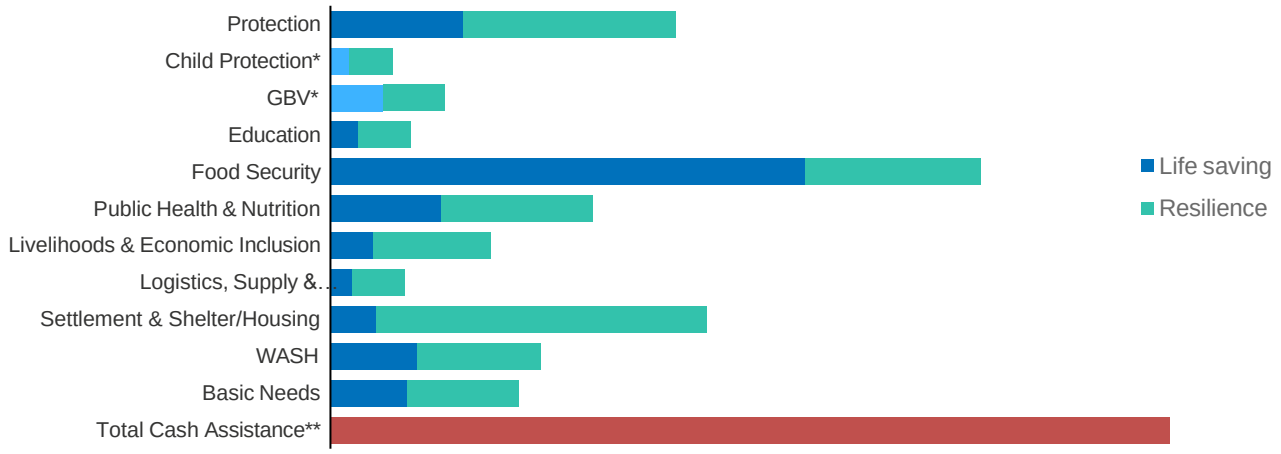
Notes: Cette liste n'inclut que les organisations qui font appel au RRP. Voir la « Synthèse du budget par partenaire » pour la répartition des partenaires par type dans les annexes.

Sommaire du budget par secteur

Secteur	***Life Saving***	***Resilience/Renforcement des systèmes***	***Total en USD***
Protection	*4 334 326*	*6 931 489*	*11 265 815*
➢ *Duquel la protection de l'enfance*	*598 774*	*1 376 161*	*1 974 935*
➢ *Duquel la VBG*	*1 744 944*	*2 017 416*	*3 762 360*
Education	*938 681*	*1 690 021*	*2 628 702*
Sécurité alimentaire	*15 407 598*	*5 708 104*	*21 115 702*
Santé Publique et Nutrition	*3 595 757*	*4 945 111*	*8 540 868*
➢ *Duquel le MHPSS*	*361 484*	*300 601*	*662 085*
Livelihoods and Inclusion Economique	*1 358 023*	*3 816 143*	*5 174 166*
Logistique – Logistique et approvisionnement	*732 034*	*1 468 052*	*2 200 086*
Installation et Abris/Logement	*4 872 654*	*7 308 981*	*12 181 636*
Télécommunications	*0*	*195 000*	*195 000*
WASH	*2 787 166*	*4 080 750*	*6 867 916*
Besoins essentiels	*2 506 559*	*3 759 839*	*6 266 398*
➢ *Duquel le NFI*	*940 906*	*1 411 358*	*2 352 264*
Total	***36 532 798***	***33 903 490***	***76 436 288***

Synthèse budgétaire par secteur au niveau national

Million in USD



Résumé du budget par partenaire

Partner	Acronym / Short Title	Type	Requirements in USD
ONG International			**4 150 750**
Handicap International	HI	ONGI	1 100 750
Oxfam International	OXFAM	ONGI	3 050 000
Nations Unies			**72 285 538**
Food and Agriculture Organization	FAO	UN	5 000 000
Entité des Nations unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes	ONU FEMMES	UN	500 000
Programme des Nations unies pour le développement	PNUD	UN	2 338 454
Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés	HCR	UN	36 289 127
Fonds international d'urgence des Nations unies pour l'enfance	UNICEF	UN	6 782 000
Fonds des Nations unies pour la population	UNFPA	UN	2 800 000
Programme alimentaire mondial	PAM	UN	15 755 957
Organisation mondiale de la santé	OMS	UN	2 820 000
Total USD			**76 436 288**

Les partenaires énumérés sont des entités dont les activités sont soumises au financement dans le cadre du RRP et qui seront contrôlées par le biais du cadre de contrôle et de rapport du Plan. Une entité qui est engagée par une organisation faisant appel à elle pour mettre en œuvre l'activité de cette organisation ne doit pas soumettre de demande de financement au titre du RRP.

Annexe 1 – Objectifs du Cadre de suivi régional pour 2025

Sector	Indicator	Central African Republic	Chad	Egypt	Ethiopia	LIbya	South Sudan	Uganda	Total
Protection	# of people registered on an individual basis	20,000	250,000	396,427	133,206	50,000	150,000	135,063	1,134,696
	# of people who received protection services	52,457	250,000	58,998	69,000	111,631	90,000	12,000	644,086
	# of people transported from border crossings to final destinations	N/A	200,000	N/A	24,500	N/A	105,000	8,000	337,500
	Proportion of people who have access to safe feedback and response mechanisms	100%	80%	100%	85%	N/A	90%	100%	93%
	# of children and caregivers who received child protection services	1,330	260,000	66,280	18,006	34,240	15,232	21,515	416,603
Sub-sector: Child Protection	# of unaccompanied and separated children identified	488	3,335	7,100	8,680	70	1,500	4,000	25,173
	Extent that the national child protection system is inclusive of refugee children	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes

Sub-sector: GBV	# of identified GBV survivors and persons at risk assisted with appropriate support (including dignity kits, life-saving services, psychosocial support, case management, referral)	5,100	10,098	100,650	1,500	580	81,600	100	199,628
	# of people reached through GBV prevention activities	80,357	855,000	110,350	55,648	15,350	217,600	10,000	1,344,305
Basic Needs	# of people benefitting from the multipurpose cash assistance (CBI)	32,457	331,101	79,820	35,200	12,977	N/A	60,000	551,555
	# of people supported with emergency transportation cash allowance	N/A	62,740	31,626	N/A	N/A	N/A	N/A	94,366
	# of people supported with improved cooking options	N/A	500,000	N/A	25,000	N/A	2,756	2,000	529,756
Education	Proportion of children enrolled in primary education	45%	74%	50%	70%	NA	63%	75%	63%
	Proportion of children enrolled in secondary education	10%	16%	46%	25%	NA	20%	10%	21%
	# of children enrolled in tertiary education	26	6174	N/A	20	NA	600	N/A	6,820
	# of people who benefitted from education programming	3,248	166,470	44,681	35,000	45,940	111,179	2,000	408,518
Food Security	# of people receiving food assistance (in-kind/CBI/hybrid)	66,000	829,750	270,700	133,206	62,400	446,000	35,000	1,843,056
	# of individuals consultations supported in health care services	50,000	1,200,000	245,000	183,960	337,000	200,000	30,000	2,245,960
Public Health & Nutrition	Refugees are included in national health policies and plans	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes
	Proportions of births attended by skilled health workers	100%	95%	90%	100%	N/A	33%	95%	86%
	# of children admitted to therapeutic feed program (TFP)	5,400	57,750	N/A	2,632	35,000	5,530	100	106,412
Livelihoods & Economic Inclusion	# of people who benefitted from livelihoods and economic inclusion interventions	3,500	405,000	30,203	8,800	2,080	20,000	81,347	550,930
	# of emergency shelter provided/maintained	5,000	78,700	N/A	635	1,500	12,000	11,000	108,835
Settlement & Shelter/ Housing	# of people who received non-food items	56,000	250,000	30,000	64,486	169,170	150,000	60,000	779,656

	# of people supported with more sustainable shelter/ housing	N/A	20,000	N/A	16,624	N/A	27,200	N/A	63,824
	# of people per communal toilets/ latrines	20	20	20	50	N/A	20	50	20
WASH	Average # of liters of potable water available per person per day	20	15	20	15	NA	20	15	20
	# of people supported with access to sustainably produced water	80,357	450,000	745,000	189,206	N/A	408,000	135,063	2,007,626
Partnership	# of RRP partners able to deliver response	10	35	29	24	19	47	31	111